

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre préliminaire - Le phénomène criminel	1
--	----------

PARTIE I LES FONDEMENTS DU DROIT PÉNAL

Introduction	7
------------------------	---

TITRE I- LES CARACTÉRISTIQUES ET OBJECTIFS PROPRES AU DROIT PÉNAL	9
--	----------

Chapitre 1- Notion et divisions	9
--	----------

1.1 Définition	9
--------------------------	---

1.2 Les divisions du droit pénal	10
--	----

1.3 Le droit pénal et les sciences connexes	17
---	----

Chapitre 2- Les caractéristiques du droit pénal	19
--	-----------

2.1 Le droit pénal est du domaine du droit public	19
---	----

2.2 Le droit pénal est un droit répressif ou coercitif	21
--	----

Chapitre 3- Les objectifs propres au droit pénal	23
---	-----------

3.1 Les théories philosophiques	23
---	----

3.2 L'évolution canadienne	24
--------------------------------------	----

3.3 Les valeurs protégées par le Code criminel	26
--	----

TITRE II- LES SOURCES DU DROIT PÉNAL AU CANADA ET LA COMPÉTENCE LÉGISLATIVE	29
Chapitre 1- Les sources du droit pénal au Canada	29
1.1 La législation de nature pénale	29
1.1.1 Le Code criminel	29
1.1.1.1 L'histoire du Code criminel	29
1.1.1.2 La situation actuelle	31
1.1.1.2.1 L'absence de principes directeurs	31
1.1.1.2.2 Les modifications au Code criminel	33
1.1.1.3 Conclusion	35
1.1.2 Les autres lois de nature pénale	35
1.2 Les sources constitutionnelles	38
1.2.1 Les dispositions de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i>	39
1.2.2 Le rôle des juges	39
1.3 La common law	42
1.3.1 La notion de common law	43
1.3.2 Le rôle de la common law	45
1.3.2.1 L'interprétation du Code criminel	45
1.3.2.2 Les moyens de défense, de justification ou d'excuse	47
1.3.3 La common law et ses limites	49

Chapitre 2- La compétence législative en droit pénal canadien	53
2.1 La compétence fédérale	53
2.1.1 Le droit criminel	53
2.1.1.1 La forme de la législation	55
2.1.1.1.1 La forme coercitive	55
2.1.1.1.2 La forme punitive	56
2.1.1.1.3 La forme réglementaire	58
2.1.1.2 L'objet de la législation	60
2.1.2 Le droit pénal fédéral réglementaire	64
2.2 La compétence provinciale	65
2.2.1 L'administration de la justice et des prisons	65
2.2.2 La répression pénale	67
2.2.2.1 Les sujets de compétence provinciale	67
2.2.2.2 Le contrôle de la constitutionnalité d'une loi pénale provinciale	69
2.2.2.2.1 L'existence d'un comportement tradi- tionnellement réprimé en vertu du droit criminel	69
2.2.2.2.2 La similitude des textes provincial et fédéral	71
2.2.2.2.3 La sévérité exceptionnelle de la peine	72
2.2.2.2.4 La preuve extrinsèque	72
2.2.2.3 La complémentarité relative des droits pénal provincial et criminel	73

2.3 La compétence municipale	79
Conclusion	79
TITRE III- LE PRINCIPE DE LA LÉGALITÉ EN DROIT PÉNAL	81
Introduction	81
Chapitre 1- La nécessité d’avoir un texte de loi	85
1.1 Les fondements de ce principe	85
1.2 La publicité de la loi	88
1.3 Cas particuliers	88
1.3.1 L’outrage au tribunal	89
1.3.2 Le complot en vue de commettre une infraction . . .	91
1.3.3 Le principe de la territorialité des lois	93
1.3.3.1 Exceptions au principe de la territorialité des lois	93
1.3.3.2 L’applicabilité de la Charte à l’extérieur du Canada	95
Chapitre 2- La portée non rétroactive d’une loi	99
2.1 Le principe de la non-rétroactivité des lois	99
2.1.1 La nature de ce principe	100
2.1.2 L’édiction d’une disposition législative rétroactive	105
2.2 Le principe de la rétroactivité des lois de procédure et de preuve	106
2.2.1 La nature de ce principe	106
2.2.2 Les exceptions à ce principe	110

2.3	Les dispositions relatives à la peine	116
2.3.1	L'application des principes	116
2.3.2	L'impact constitutionnel	118
Chapitre 3- Le caractère de certitude suffisante, de clarté et de spécificité du texte de loi . . .		121
3.1	La valeur constitutionnelle de l'imprécision et de la portée excessive d'un texte de loi	121
3.1.1	L'impact constitutionnel	121
3.1.1.1	La théorie de l'imprécision	121
3.1.1.2	La théorie de la portée excessive	125
3.1.2	Les fondements de la théorie de l'imprécision . . .	129
3.1.2.1	Un avertissement raisonnable	130
3.1.2.2	Une limitation du pouvoir discrétionnaire . . .	132
3.1.3	Les critères d'appréciation	132
3.1.3.1	La nécessité de la souplesse et le rôle des tribunaux	133
3.1.3.2	Une norme d'intelligibilité	134
3.1.3.3	Plusieurs interprétations peuvent coexister . .	136
3.2	L'interprétation des lois	138
3.2.1	Les principes généraux d'interprétation	138
3.2.1.1	Le principe de l'absurdité	139
3.2.1.2	La présomption de validité	140
3.2.2	La règle prétorienne de l'interprétation restrictive	142

3.2.2.1	L'évolution de cette règle	142
3.2.2.2	La portée de l'interprétation restrictive	146
3.2.3	La règle législative de l'interprétation large et équitable	151
3.2.3.1	La portée de cette règle législative	151
3.2.3.2	Certains critères et normes	155
3.2.3.2.1	La norme de tolérance	156
3.2.3.2.2	Le critère de la relative intimité	158
3.3	Les étapes à suivre pour l'exercice d'interprétation . . .	160
3.3.1	L'interprétation littérale ou étymologique	160
3.3.2	L'interprétation téléologique ou la recherche de l'intention du législateur	166
3.3.2.1	L'analyse contextuelle	167
3.3.2.2	L'interprétation rationnelle	171
3.3.2.3	L'évolution législative	172
	TITRE IV- LA PRÉSUMPTION D'INNOCENCE	179
	Chapitre 1- Le principe relatif au fardeau de la preuve: la présomption d'innocence	179
1.1	Le principe de la présomption d'innocence	179
1.1.1	La règle	180
1.1.2	Les corollaires du principe de la présomption d'innocence	187
1.1.2.1	Le droit de garder le silence	187
1.1.2.1.1	Avant le procès	188

1.1.2.1.2	Au cours du procès	190
1.1.2.2	Le doute raisonnable	194
1.1.2.2.1	Les éléments constitutifs	195
1.1.2.2.2	En faveur de l'accusé	196
1.2	Le fardeau de la preuve reposant sur la poursuite . . .	205
1.2.1	Le fardeau de présentation de la preuve	206
1.2.1.1	La présentation de la preuve avant le procès .	207
1.2.1.2	La présentation de la preuve lors du procès . .	209
1.2.2	Le fardeau de persuasion	211
1.2.2.1	La portée de ce fardeau	211
1.2.2.2	La preuve hors de tout doute raisonnable . . .	215
1.2.3	L'impact de ce fardeau en matière procédurale . .	218
1.2.3.1	Les sources du doute raisonnable	218
1.2.3.2	Les versions contradictoires	222
1.2.3.3	Les directives du juge au jury	225
1.3	La preuve circonstancielle et la règle de <i>Hodge</i>	231
1.3.1	Notion de preuve circonstancielle	231
1.3.2	La valeur probante de la preuve circonstancielle .	233
1.3.3	La règle de <i>Hodge</i>	234
Chapitre 2-	Les exceptions au principe de la	
	présomption d'innocence	239
2.1	Le fardeau de présentation reposant sur l'accusé . . .	239

2.1.1	Le fardeau général de présentation	239
2.1.2	La charge de présenter une preuve suscitant un doute raisonnable	242
2.1.2.1	La présomption imposant la charge de présentation	242
2.1.2.2	La notion de substitution d'un élément de l'infraction	249
2.2	Le fardeau de persuasion reposant sur l'accusé	251
2.2.1	La présomption imposant la charge de persuasion	252
2.2.2	La charge de persuasion portant sur un moyen de défense	257

PARTIE II
LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE L'INFRACTION

Introduction	263
TITRE I- L'ÉLÉMENT MATÉRIEL	267
Chapitre 1- La définition de l'<i>actus reus</i>	267
Chapitre 2- Les composantes de l'<i>actus reus</i>	273
2.1 L'acte positif et son caractère volontaire	274
2.2 L'omission	281
2.2.1 Le devoir d'agir	283
2.2.1.1 Le lien de parenté ou le devoir de veiller sur une personne	283
2.2.1.2 La situation dangereuse	285
2.2.1.3 La protection de l'intérêt public	287
2.2.2 L'omission d'agir	288

2.3	Certains éléments ou circonstances particulières . . .	295
2.4	Un état ou une situation	296
2.5	Une conséquence	301
Chapitre 3-	Le lien de causalité	309
3.1	La formation du lien de causalité	311
3.2	L'acte déclencheur, la faute et le lien de causalité . . .	315
3.3	La suffisance du lien de causalité	316
3.3.1	Les diverses approches	317
3.3.1.1	La <i>causa sine qua non</i>	317
3.3.1.2	La <i>causa adequata</i>	318
3.3.1.3	La contribution plus que mineure au décès . .	319
3.3.1.4	La cause substantielle du décès	321
3.3.2	L'analyse proportionnelle	325
3.4	Les causes antérieures à l'intervention de l'agent . . .	326
3.4.1	Le fait de hâter la mort	326
3.4.2	La vulnérabilité particulière de la victime	327
3.5	Les causes postérieures à l'intervention de l'agent . .	334
3.5.1	Les causes postérieures non prévues dans le Code criminel	334
3.5.2	Les causes postérieures prévues dans le Code criminel	337
3.5.2.1	La mort provient du traitement des blessures ou de l'absence de soins médicaux	337

3.5.2.1.1	L'absence de soins médicaux	337
3.5.2.1.2	Le refus de traitement	339
3.5.2.1.3	L'application des soins	343
a)	La nature de la blessure	343
b)	L'intervention médicale et le décès	344
3.5.2.2	La mort provoquée par des menaces, par la peur ou par l'influence sur l'esprit de la victime	347
3.6	Les causes multiples	350
3.6.1	Une série d'actes ou le résultat se produisant d'une façon différente	351
3.6.2	L'effet combiné de multiples causes	353
TITRE II- L'ÉLÉMENT MENTAL		357
Chapitre préliminaire - L'évolution du principe «nulle peine sans faute» (<i>actus non facit reum nisi mens sit rea</i>)		357
1.1	La règle de common law	358
1.2	L'interprétation des lois	361
1.2.1	En matière d'infractions criminelles	362
1.2.2	En matière d'infractions réglementaires	363
1.3	L'exigence constitutionnelle	365
1.3.1	La constitution d'une norme de faute	365
1.3.2	Un degré spécial de <i>mens rea</i>	369
1.3.3	Conclusion	370

<i>Sous-titre I- La faute subjective</i>	373
Chapitre 1- Les fondements de la <i>mens rea</i>	373
1.1 La notion de <i>mens rea</i>	373
1.1.1 Le critère subjectif de la <i>mens rea</i>	373
1.1.2 L'approche théorique	375
1.1.2.1 La <i>mens rea</i> dans son sens normatif	376
1.1.2.2 La <i>mens rea</i> dans son sens descriptif	380
1.2 L'élément cognitif: le fondement de la <i>mens rea</i>	382
1.2.1 La connaissance factuelle ou réelle	384
1.2.1.1 La disposition législative expresse	384
1.2.1.2 La connaissance implicite	385
1.2.2 La théorie de l'ignorance volontaire	387
1.2.2.1 La notion et son application	387
1.2.2.1.1 Notion	387
1.2.2.1.2 Le champ d'application	388
1.2.2.2 L'ignorance volontaire et l'insouciance	391
1.2.2.3 La preuve de l'ignorance volontaire	394
1.2.3 L'imputation de la connaissance	396
1.2.3.1 L'imputation de la connaissance au participant à l'infraction	397
1.2.3.2 L'exclusion de l'imputation de la connaissance en vertu de l'exigence constitutionnelle	398

Chapitre 2- Les formes de <i>mens rea</i>	403
2.1 Le caractère intentionnel du comportement de l'inculpé	405
2.1.1 L'intention	405
2.1.1.1 Le meurtre	405
2.1.1.2 Les infractions prévoyant une <i>mens rea</i> explicite	408
2.1.1.2.1 Sciemment	408
2.1.1.2.2 Volontairement	409
2.1.1.2.3 Frauduleusement	411
2.1.1.2.4 Intentionnellement ou avec l'intention de	416
2.1.2 Deux catégories d'intention: l'une générale, l'autre spécifique	417
2.1.2.1 La distinction entre l'intention générale et l'intention spécifique	417
2.1.2.1.1 Nature de la distinction	417
2.1.2.1.2 Champ d'application	419
2.1.2.2 L'importance de la distinction	422
2.1.2.2.1 Critiques de la distinction	422
2.1.2.2.2 L'intérêt pratique de la distinction	425
a) La défense d'intoxication volontaire	425
b) L'exclusion de l'insouciance	426
c) Le transfert d'intention	427
2.1.3 L'attribution d'une intention à une personne morale	427

2.1.3.1	La responsabilité d'une personne morale . . .	427
2.1.3.2	L'identité de la personne morale	429
2.1.3.3	La preuve de l'intention pour les personnes morales	434
2.2	Le caractère insouciant du comportement de l'inculpé	436
2.2.1	La notion d'insouciance	436
2.2.1.1	Le champ d'application	437
2.2.1.1.1	Dispositions explicites	437
2.2.1.1.2	Dispositions implicites	439
2.2.1.2	L'insouciance et la négligence	441
2.2.2	L'insouciance téméraire ou déréglée: l'infraction de négligence criminelle	447
2.2.2.1	Historique de la négligence criminelle	448
2.2.2.2	Critère subjectif ou objectif	451
2.2.2.2.1	Les arrêts <i>Tutton</i> et <i>Waite</i>	451
2.2.2.2.2	La jurisprudence actuelle	454
2.2.2.2.3	Conclusion	457
2.2.2.3	La négligence criminelle et la conduite dangereuse	460
2.2.3	La preuve de l'insouciance	462
Chapitre 3-	La preuve de la <i>mens rea</i>	469
3.1	L'objet de la <i>mens rea</i>	469
3.1.1	Le principe de la correspondance de l'élément mental et de l'élément matériel	469

3.1.1.1	L'objet de ce principe	469
3.1.1.1.1	La <i>mens rea</i> porte sur les composantes de l' <i>actus reus</i>	470
3.1.1.1.2	La <i>mens rea</i> porte sur les faits, non sur leur qualification juridique	474
3.1.1.2	La portée de ce principe	475
3.1.1.2.1	En relation avec les conséquences	475
3.1.1.2.2	En relation avec les circonstances	477
3.1.2	Le principe du «caractère contemporain»	479
3.1.2.1	La série d'actes faisant partie de la même transaction	480
3.1.2.2	L'acte continu	481
3.1.2.3	Cas particuliers	484
3.2	La déduction conforme au bon sens quant à l'état d'esprit	484
3.2.1	La nature de cette déduction	485
3.2.2	Cas particuliers	490
3.2.2.1	Les présomptions légales	490
3.2.2.2	La déduction de la possession récente	492
3.2.2.3	La preuve d'actes similaires	493
3.3	Le mobile et la conscience de culpabilité	494
3.3.1	Le mobile	494
3.3.1.1	L'exclusion du mobile de la notion de <i>mens rea</i>	494
3.3.1.2	La pertinence du mobile	497

3.3.2	La déduction de la conscience de culpabilité	500
3.3.2.1	La portée de cette déduction	500
3.3.2.2	La preuve de cette déduction	501
3.3.2.3	La valeur probante de la déduction	502
	<i>Sous-titre II- La faute objective</i>	505
	Chapitre 1- Les fondements de la faute objective en matière criminelle et réglementaire	505
1.1	Le fondement constitutionnel	506
1.1.1	Une norme minimale de faute objective	506
1.1.2	L'exception: la responsabilité sans faute	509
1.2	Le fondement théorique de la faute: la qualification de l'infraction	511
1.2.1	La distinction entre l'infraction criminelle et l'infraction réglementaire	512
1.2.1.1	L'infraction criminelle et l'infraction fédérale de nature réglementaire	512
1.2.1.2	Les critères de distinction pour qualifier l'infraction	514
1.2.1.3	L'infraction pénale provinciale	518
1.2.2	La qualification de l'infraction: son impact	525
1.3	Conclusion	533
	Chapitre 2- La faute objective en matière criminelle: la négligence	537
2.1	La notion de négligence	537
2.1.1	Les fondements de la négligence	537

2.1.2	La nature du critère objectif pour la négligence . . .	539
2.2	L'objet des crimes de négligence	542
2.2.1	Les difficultés à reconnaître l'existence d'un crime de négligence	542
2.2.2	Le caractère négligent du comportement	548
2.2.2.1	Le libellé de l'article	548
2.2.2.2	La notion d'obligation requérant une exigence sociale minimale de conduite	552
2.2.2.3	Le contexte législatif réglementant une activité dangereuse	554
2.2.2.3.1	Le contexte législatif	554
2.2.2.3.2	Le critère objectif atténué	557
2.2.3	Le caractère négligent en relation avec la conséquence d'une infraction criminelle	561
2.2.3.1	Le résultat fondé sur une infraction sous-jacente	561
2.2.3.1.1	L'arrêt de principe: <i>R. c. DeSousa</i>	561
2.2.3.1.2	L'application des principes	564
2.2.3.1.3	Conclusion	567
2.2.3.2	L'homicide involontaire coupable commis au moyen d'un acte illégal	567
2.2.3.3	Conclusion	572
2.3	L'appréciation du critère objectif de la négligence . . .	575
2.3.1	La démarche à suivre	576
2.3.2	La capacité de l'accusé d'apprécier les risques de sa conduite	578

2.3.2.1	Le fondement juridique	578
2.3.2.2	Les facteurs affectant la capacité	580
2.3.2.3	Conclusion	582
2.3.3	Les facteurs propres à l'inculpé	583
2.3.3.1	L'opinion minoritaire	584
2.3.3.2	L'opinion majoritaire	586
2.3.3.3	Conclusion	588
Chapitre 3-	La faute objective en matière	
	réglementaire	591
3.1	L'évolution du régime de responsabilité	591
3.1.1	L'exclusion de la <i>mens rea</i>	592
3.1.2	Les origines de la responsabilité sans faute	593
3.2	La distinction entre l'infraction de responsabilité stricte et l'infraction de responsabilité absolue ou sans faute	600
3.3	L'infraction de responsabilité stricte	604
3.3.1	Le concept de la responsabilité stricte: la responsabilité pour négligence	604
3.3.2	La défense de diligence raisonnable	605
3.3.3	Les carences du régime	612
3.4	La responsabilité absolue ou sans faute	619
3.4.1	Le concept de la responsabilité absolue: responsabilité sans faute	619
3.4.2	Les carences du régime	621
3.5	Les personnes morales et les infractions réglementaires	634

TITRE III- LES MODALITÉS DE PERPÉTRATION DE L'INFRACTION	639
<i>Sous-titre I- La culpabilité en fonction du stade de développement de l'infraction</i>	641
Chapitre 1- L'incrimination de la tentative	643
1.1 Le droit criminel	643
1.2 Le droit pénal réglementaire	649
Chapitre 2- L'élément matériel de la tentative	653
2.1 La présence d'un comportement suffisamment caractérisé aux yeux du juge	653
2.1.1 Le comportement passif	655
2.1.2 Le comportement ambigu	656
2.2 La présence d'un comportement suffisamment caractérisé aux yeux de la loi	658
2.2.1 L'absence d'acte illégal	659
2.2.2 Le comportement permis implicitement par la loi pénale	660
2.2.3 La tentative de complot	661
2.2.4 La tentative d'incitation	663
2.2.5 La tentative de voies de fait	664
2.2.6 La tentative de complicité et la complicité de tentative	665
2.2.7 La tentative de possession illicite	666
2.3 La présence d'un comportement suffisamment avancé	666
2.3.1 L'impunité des actes préparatoires: le principe et son tempérament	666

2.3.2	La détermination du commencement d'exécution de l'infraction	668
2.3.2.1	Les principes généraux	671
2.3.2.2	Le temps, le lieu et les actes restés inaccomplis de la part de l'inculpé	672
2.3.2.3	L'évaluation du degré de culpabilité morale de l'accusé et du danger de sa conduite	674
2.3.2.4	Le désistement	680
Chapitre 3-	L'élément mental de la tentative	687
3.1	L'intensité de la culpabilité morale au regard du commencement d'exécution	687
3.2	L'intensité de la culpabilité morale au regard du particularisme de l'élément mental de la tentative . . .	688
3.2.1	Les infractions de négligence et de responsabilité absolue	689
3.2.2	L'intoxication volontaire	692
3.2.3	La plaisanterie	693
3.2.4	L'homicide involontaire coupable	694
3.2.5	L'insouciance	694
3.2.5.1	L'indifférence par rapport aux conséquences	695
3.2.5.2	L'indifférence par rapport aux circonstances	699
Chapitre 4-	La tentative de commettre l'impossible . . .	701
4.1	L'infraction irréalisable	702
4.1.1	L'impossibilité et la notion de fardeau de preuve	702

4.1.2	L'impossibilité et la notion de moyen de défense	703
4.1.3	L'impossibilité et la notion de risque de préjudice	705
4.1.4	L'impossibilité et la notion de commencement d'exécution	706
4.1.5	L'impossibilité et la notion de <i>mens rea</i>	707
4.2	L'infraction inexistante	712
<i>Sous-titre II- La culpabilité en fonction du rôle de l'inculpé par rapport à l'infraction</i>		717
Chapitre 1- L'auteur réel		719
1.1	L'auteur matériel	720
1.2	L'auteur intellectuel	722
Chapitre 2- Le coauteur		727
2.1	La participation personnelle à l'exécution de l'infraction	728
2.2	La participation concertée à l'exécution de l'infraction	731
Chapitre 3- Le complice		735
3.1	Le procès du complice	735
3.1.1	L'adéquation entre le complice et l'auteur réel	735
3.1.1.1	L'acte d'accusation	735
3.1.1.1.1	Le complice ordinaire	735
3.1.1.1.2	Le conspirateur	737
3.1.1.2	L'examen de la preuve	739

3.1.1.3	La condamnation	741
3.1.1.4	La sanction	742
3.1.2	La distinction entre le complice et l'auteur réel . .	743
3.1.2.1	Le droit fédéral réglementaire	743
3.1.2.2	Le droit provincial	744
3.1.2.3	La causalité	747
3.1.2.4	La recevabilité et l'interprétation des moyens de défense	749
3.1.2.4.1	La contrainte	749
3.1.2.4.2	L'intoxication volontaire	750
3.1.2.5	La variation du degré de responsabilité	751
3.2	La notion de complice	754
3.2.1	Les critères de différenciation de la responsabilité en fonction des modes de participation	754
3.2.1.1	Le critère temporel	754
3.2.1.2	Le critère du degré de turpitude du prévenu . .	757
3.2.1.3	Le critère du degré de dangerosité du comportement du prévenu	758
3.2.1.3.1	Les regroupements illicites (art. 21(2) C.cr.)	758
3.2.1.3.2	L'acquiescement passif	759
3.2.1.3.3	L'incitation inefficace	760
3.2.1.3.4	L'aide inefficace	760
3.2.1.3.5	L'encouragement inefficace	761
3.2.2	La diversité des modes de participation	764
3.2.2.1	L'aide ou l'encouragement	764

3.2.2.1.1	L'élément matériel	765
a)	La présence	769
(i)	L'acquiescement passif	771
(ii)	Le concours passif	772
(iii)	L'inobservation d'une obligation juridique	777
b)	La complicité de tentative et la tentative de complicité	779
c)	Le désistement	781
d)	Les comportements et infractions soustraits implicitement du champ d'application des articles 21(1) et 22(1) C.cr.	784
3.2.2.1.2	L'élément mental	789
a)	L'intention d'aider ou d'encourager autrui	790
b)	La connaissance des circonstances constitutives de l'infraction	793
3.2.2.2	L'incitation	799
3.2.2.2.1	L'incitation fructueuse	801
a)	L'élément matériel	801
(i)	L'objet du conseil	801
(ii)	La portée du conseil	802
(iii)	L'existence du conseil	802
b)	Le lien de causalité	809
c)	L'élément mental	811
3.2.2.2.2	L'incitation infructueuse	813
a)	L'élément matériel	813

3.3.2	L'élargissement de sa responsabilité	845
3.3.2.1	Les fondements de la responsabilité du fait d'autrui de l'article 21(2) C.cr.	845
3.3.2.2	Les conditions d'ouverture de la responsabilité du fait d'autrui de l'article 21(2) C.cr.	847
3.3.2.2.1	L'existence d'un pacte illégal d'entraide	847
3.3.2.2.2	La survenance d'une infraction connexe	850
3.3.2.2.3	La probabilité de la réalisation de l'infraction connexe	852
a)	La validité constitutionnelle limitée de l'article 21(2) C.cr.	854
b)	Les tempéraments à la validité de l'article 21(2) C.cr.	856
(i)	Les infractions aux stigmates très élevés	856
(ii)	Les infractions à peine fixe	857
c)	La prévisibilité de l'homicide involontaire coupable	858
3.3.2.3	Les moyens de défense permis en vertu de l'article 21(2) C.cr.	859
3.3.2.3.1	L'intoxication volontaire	859
3.3.2.3.2	La contrainte	859
3.3.2.3.3	Le désistement	862
a)	Le moment du repentir	864
b)	La sincérité du repentir	865
c)	La communication du repentir	868

PARTIE III
LES CAUSES DE NON-RESPONSABILITÉ PÉNALE

Introduction	871
TITRE I- LES EXEMPTIONS	877
Chapitre 1- La minorité pénale	877
Chapitre 2- Les troubles mentaux pénaux	883
2.1 Les prolégomènes	883
2.2 L'approche juridique et l'approche médicale	887
2.3 Les causes des troubles mentaux en droit pénal	891
2.4 La définition juridique des troubles mentaux	896
2.4.1 Les troubles mentaux lors du procès	896
2.4.2 Les troubles mentaux lors de la perpétration de l'infraction	898
2.4.2.1 Les fondements de la règle	899
2.4.2.2 La notion de l'«incapacité de juger de la nature et de la qualité de l'acte»	901
2.4.2.3 La notion d'incapacité de «savoir qu'un acte est mauvais»	908
2.4.2.4 L'impact des troubles mentaux sur les éléments constitutifs de l'infraction	914
2.5 La définition médicale des troubles mentaux	916
2.5.1 Les cas de névrose et de psychopathie	918
2.5.2 L'impulsion irrésistible	920
2.5.3 L'amnésie	922

2.5.4	Les psychoses	923
2.5.5	L'épilepsie psychomotrice	926
2.5.6	Les idées délirantes	928
2.5.7	La confusion grave, le délire et la démence	931
2.5.8	L'alcoolisme et l'ivresse	933
2.5.8.1	Le <i>delirium tremens</i>	934
2.5.8.2	Le <i>black-out</i>	935
2.5.8.3	L'intoxication extrême	935
2.5.8.4	L'alcoolisme et les troubles mentaux	936
2.5.9	La dissociation de l'esprit et l'automatisme	937
2.5.10	L'imbécillité naturelle	940
2.6	La preuve	941
2.6.1	Le fardeau de la preuve	941
2.6.1.1	La présomption de l'article 16 C.cr.	942
2.6.1.2	Le titulaire du fardeau de preuve	947
2.6.1.3	Le degré de preuve requis	950
2.6.2	L'appréciation de la preuve	953
2.7	Les conséquences des troubles mentaux	956
2.7.1	L'aptitude à subir un procès	956
2.7.2	Le verdict de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux	957
2.7.3	L'atténuation de responsabilité	964
2.8	Conclusion	968

TITRE II- LES MOYENS DE DÉFENSE	973
<i>Sous-titre I- Les moyens de défense relatifs aux éléments constitutifs des infractions</i> . . .	973
Chapitre 1- L'automatisme	973
1.1 La définition	976
1.2 Les causes de l'automatisme	978
1.2.1 Les coups et blessures	979
1.2.2 L'intoxication	980
1.2.2.1 L'intoxication involontaire	980
1.2.2.2 L'intoxication volontaire	982
1.2.3 Le somnambulisme et les troubles du sommeil . . .	984
1.2.4 Le choc psychologique	989
1.2.5 Les maladies organiques	997
1.3 Les conditions d'admissibilité de la défense d'automatisme	999
1.4 La preuve de l'automatisme	1000
1.5 Les conséquences	1004
1.6 Les propositions de réforme	1005
Chapitre 2- Le consentement de la victime	1009
2.1 La défense de consentement	1009
2.1.1 La nature du consentement	1009
2.1.2 La portée du consentement	1012
2.1.2.1 L'agression à caractère physique	1012

2.1.2.2	L'agression à caractère sexuel	1017
2.1.3	Certaines limites spécifiques au consentement . .	1019
2.1.3.1	L'euthanasie	1019
2.1.3.2	L'assistance au suicide	1020
2.2	Les vices de consentement	1022
2.2.1	L'emploi de la force ou la menace de force	1024
2.2.2	La fraude	1024
2.2.3	L'exercice de l'autorité ou l'abus de pouvoir	1025
2.2.4	L'incapacité de former un consentement	1027
2.2.5	L'absence ou la révocation du consentement	1030
Chapitre 3-	L'erreur	1031
Introduction	1031
3.1	L'erreur de fait	1034
3.1.1	Les principes généraux	1034
3.1.1.1	La suppression de la faute	1034
3.1.1.2	Le caractère erroné de la croyance	1036
3.1.1.3	Le critère de la «vraisemblance» de la croyance	1040
3.1.1.3.1	La nature de ce critère	1040
3.1.1.3.2	La codification du critère	1043
a)	Des motifs raisonnables	1043
b)	Une preuve plausible	1044
3.1.2	L'erreur de fait dans la loi	1050
3.1.2.1	L'erreur quant à l'âge	1050

3.1.2.2	L'erreur quant au consentement	1051
3.1.3	Le transfert d'intention	1057
3.1.3.1	La nature du transfert	1057
3.1.3.2	Les dispositions législatives	1060
3.1.3.3	Les cas de transfert	1062
3.1.3.3.1	Le transfert à l'intérieur de la même infraction	1062
3.1.3.3.2	Le transfert à une infraction moins grave	1063
3.1.3.3.3	Le transfert à une infraction plus grave	1064
3.1.3.4	Conclusion	1070
3.2	L'erreur de droit	1071
3.2.1	La règle relative à l'erreur de droit	1071
3.2.2	L'erreur de droit dans le droit positif	1075
3.2.2.1	Les dispositions législatives	1076
3.2.2.1.1	L'apparence de droit	1076
3.2.2.1.2	La preuve d'un état d'esprit spécifique	1079
3.2.2.1.3	L'obéissance aux lois	1080
3.2.2.1.4	L'erreur extra-pénale	1082
3.2.2.1.5	L'état mental ou physique	1085
3.2.2.1.6	La publication d'un texte de loi	1085
3.2.2.2	L'évolution jurisprudentielle	1088
3.2.2.2.1	L'erreur causée par une source officielle.	1089

3.2.2.2.2 L'interprétation erronée d'une décision judiciaire	1095
3.2.3 Conclusion	1098
Chapitre 4- La plaisanterie	1101
4.1 La recevabilité de l'argument	1102
4.1.1 L'incidence de la plaisanterie sur la <i>mens rea</i>	1102
4.1.1.1 L'absence de connaissance d'un élément matériel	1102
4.1.1.2 L'absence d'intention ultérieure	1105
4.1.1.3 L'absence d'un autre élément mental particulier	1107
4.1.1.3.1 L'intention frauduleuse	1107
4.1.1.3.2 L'excuse légitime	1110
4.1.2 L'incidence de la plaisanterie sur l' <i>actus reus</i>	1113
Conclusion	1113
4.2 La qualité de l'argument	1114
Chapitre 5- L'intoxication volontaire	1117
5.1 L'intoxication à titre d'élément incriminant	1117
5.1.1 L'intoxication et l' <i>actus reus</i>	1117
5.1.2 L'intoxication et les infractions de négligence	1118
5.1.3 L'intoxication et les autres moyens de défense	1120
5.2 L'intoxication à titre d'élément disculpatoire	1121
5.2.1 L'acte à l'origine de l'intoxication	1121
5.2.1.1 La nature de l'intoxication	1121

5.2.1.2	La provenance de l'intoxication	1122
5.2.1.3	La finalité de l'intoxication	1122
5.2.2	L'acte à l'origine de l'infraction	1123
5.2.2.1	Le critère de distinction axé sur la nature générale ou spécifique de l'intention en cause	1123
5.2.2.1.1	Les assises théoriques de cette distinction	1125
a)	La complexité accrue de l'élément mental . .	1125
b)	La gravité accrue de la peine	1126
c)	La présence d'une infraction incluse	1127
5.2.2.1.2	Les imperfections de cette distinction et les façons de la contourner	1127
a)	La reconnaissance de la défense d'ivresse malgré l'absence d'intention spécifique dans le texte d'incrimination	1128
b)	La reconnaissance de la défense d'ivresse sous le couvert d'un autre moyen de défense . . .	1132
5.2.2.2	Le particularisme des infractions d'intention spécifique	1133
5.2.2.2.1	La teneur des directives	1134
a)	Le rôle prioritaire de la notion d'intention . .	1134
b)	Le rôle secondaire de la notion d'incapacité. .	1137
(i)	L'utilité possible d'un exposé en deux temps	1137
(ii)	La teneur de l'exposé en deux temps . .	1138
(iii)	La sanction du défaut de procéder à un exposé en deux temps	1139

c) L'incidence de l'intoxication sur la déduction voulant qu'une personne anticipe les conséquences vraisemblables de ses gestes	1139
5.2.2.2.2 L'examen de la preuve	1140
a) Le critère préliminaire de la vraisemblance	1140
b) Le critère ultérieur du doute raisonnable	1143
5.2.2.3 Le particularisme des infractions d'intention générale	1144
5.2.2.3.1 Les infractions d'intention générale ne portant pas sur l'intégrité physique d'autrui	1144
a) Le fondement de l'arrêt <i>Daviault</i>	1144
b) Les conditions de recevabilité prescrites dans l'arrêt <i>Daviault</i>	1147
(i) Le degré extrême d'intoxication	1148
(ii) L'expertise médicale	1149
(iii) Le fardeau de la persuasion	1149
c) L'avenir constitutionnel de l'arrêt <i>Daviault</i>	1150
(i) Le réexamen du bien-fondé de l'arrêt <i>Daviault</i> à la suite de l'affaire <i>Robinson</i>	1151
(ii) L'assouplissement possible du degré d'intoxication nécessaire	1153
Conclusion	1158
d) L'improbable incidence de l'arrêt <i>Daviault</i> sur le crime de conduite avec facultés affaiblies	1159

5.2.2.3.2 Les infractions d'intention générale portant sur l'intégrité physique d'autrui . . .	1161
a) L'avènement de l'article 33.1 C.cr.	1161
b) L'avenir de l'article 33.1 C.cr.	1162
(i) La thèse de la constitutionnalité de l'article 33.1 C.cr.	1163
(ii) La thèse de l'invalidité de l'article 33.1 C.cr.	1164
<i>Sous-titre II- Excuses et justifications</i>	1169
Chapitre 1- La défense de la personne et des biens . . .	1171
1.1 La défense de la personne	1171
1.1.1 Les fondements et l'accessibilité	1171
1.1.1.1 La légitime défense de la personne agressée	1174
1.1.1.2 La légitime défense de l'agresseur	1178
1.1.1.3 La défense contre une attaque et la protection d'autrui	1180
1.1.2 L'appréciation du comportement	1183
1.1.2.1 La perception de l'accusé	1183
1.1.2.1.1 L'erreur de fait	1183
1.1.2.1.2 Le handicap intellectuel	1184
1.1.2.1.3 L'intoxication volontaire	1185
1.1.2.1.4 L'imminence du danger	1187
1.1.2.1.5 La force employée	1193
a) L'appréciation du degré de force	1194

b) L'homicide et la force excessive	1196
1.1.2.1.6 La notion de provocation	1198
1.1.2.2 L'infliction de la mort ou de lésions corporelles graves	1200
1.1.3 Conclusion	1204
1.2 La défense des biens	1206
1.2.1 Les principes généraux	1206
1.2.2 La notion d'intrus	1209
1.2.3 La notion de force nécessaire	1211
1.2.4 Les propositions de réforme	1215
Chapitre 2- La contrainte	1217
2.1 La contrainte physique	1217
2.2 La contrainte morale	1219
2.2.1 Le fondement du rôle de la contrainte morale	1219
2.2.1.1 Distinctions et similitudes entre la contrainte morale et la nécessité	1220
2.2.1.1.1 La nature du dilemme	1221
2.2.1.1.2 La source du dilemme	1221
2.2.1.1.3 La résolution du dilemme	1222
a) Le choix de l'infraction	1222
b) Le critère de la proportionnalité	1223
2.2.1.2 Distinctions et similitudes entre la contrainte morale et la légitime défense	1224

2.2.2	La polyvalence du rôle de la contrainte morale . . .	1225
2.2.2.1	Le moyen de défense relatif à la <i>mens rea</i> . . .	1225
2.2.2.2	L'excuse	1227
2.2.2.3	La circonstance atténuante lors du prononcé de la peine	1228
2.2.3	L'excuse de l'article 17 C.cr.	1228
2.2.3.1	Les conditions d'ouverture contraires à la Charte canadienne	1230
2.2.3.1.1	La présence de l'auteur des menaces . . .	1231
2.2.3.1.2	Le caractère immédiatement exécutoire des menaces	1233
2.2.3.2	Les conditions d'ouverture susceptibles d'enfreindre la Charte canadienne	1235
2.2.3.2.1	L'exclusion de certains crimes	1235
2.2.3.2.2	L'objet de la menace	1240
a)	Le préjudice corporel	1240
b)	Le préjudice psychologique	1241
c)	Le préjudice patrimonial	1242
2.2.3.3	Les autres conditions d'ouverture	1243
2.2.3.3.1	La croyance de l'accusé	1243
a)	Le caractère sérieux de la menace	1243
b)	Le caractère imparable de la menace	1244
2.2.3.3.2	L'absence d'association illicite	1245
2.2.4	L'excuse de common law	1247
2.2.4.1	L'objet et le contexte de la menace	1247

2.2.4.2	L'imminence de l'exécution de la menace . . .	1248
2.2.4.3	L'exclusion de certains crimes	1249
2.2.4.4	La croyance de l'accusé	1250
2.2.4.4.1	Le caractère sérieux de la menace	1250
2.2.4.4.2	Le caractère imparable de la menace	1251
2.2.4.5	L'absence d'association illicite	1256
2.2.5	La charge de la preuve	1257
2.3	La coercition conjugale	1258
2.4	La coercition parentale	1258
Chapitre 3-	La nécessité	1261
3.1	Le fondement du moyen de défense de nécessité	1261
3.2	Les conditions d'ouverture du moyen de défense de nécessité en droit canadien	1268
3.2.1	L'origine du dilemme	1268
3.2.1.1	Un péril imminent	1268
3.2.1.1.1	La source de l'urgence	1268
3.2.1.1.2	La durée de l'urgence	1271
3.2.1.1.3	L'appréciation de l'urgence	1272
3.2.1.2	Un péril imprévisible	1274
3.2.2	La résolution du dilemme	1276
3.2.2.1	Le caractère inéluctable de l'infraction	1276
3.2.2.1.1	Le devoir de résistance en présence d'un mal bénin	1276

3.2.2.1.2	Le devoir de recourir à une solution légale en présence d'un mal sérieux	1277
3.2.2.2	Le caractère proportionné de l'infraction par rapport au mal évité	1281
3.3	Les conditions d'ouverture du moyen de défense de nécessité en droit anglais	1283
3.4	La charge de la preuve	1285
3.5	Le moyen de défense apparenté de détresse	1286
Chapitre 4-	L'impossibilité	1289
	Table de la législation	1297
	Table de jurisprudence	1325
	Index analytique	1405